



BRAZZAVILLE-KINSHASA

Le pont route-rail en attente d'un concessionnaire

La construction du pont route-rail devant relier Brazzaville et Kinshasa, deux capitales les plus proches au monde, a fait l'objet d'un échange lors de la rencontre en visioconférence, le 10 février, des chefs d'Etat sur le développement des projets d'infrastructures en Afrique.

Ayant participé à cette conférence pour le compte du président de la République, le ministre de l'Aménagement du territoire et des Grands travaux, Jean Jacques Bouya a, au cours d'une restitution faite hier, annoncé une avancée notable dans la mise en œuvre de ce projet dont le « closing financier » sera bouclé après la désignation du concessionnaire courant du troisième trimestre pour un début des travaux prévu en novembre prochain.

Page 2



Le ministre d'Etat Jean-Jacques Bouya lors des discussions DR

AIDE HUMANITAIRE

L'Unicef évalue son action à Mossaka

En première ligne de l'appel à l'aide humanitaire lancé par le gouvernement en faveur de la population victime des inondations survenues ces deux dernières années sur l'axe fluvial, l'Unicef a déployé, du 1er au 8 février, une mission d'évaluation en vue de s'informer des besoins les plus urgents des habitants de Mossaka. Au terme de cette évaluation, plusieurs doléances ont été évoquées en termes de besoins et attentes de la population. Il s'agit notamment du drainage des eaux fluviales et



Un puits d'eau réfectionné par l'Unicef dans l'enceinte de l'hôpital de base de Mossaka/Adiac de la construction de la digue, l'accès à l'électricité ainsi que de de la protection des écoles, de l'érection des centres de santé et de la fourniture en eau potable, de intégrés.

Page 3

OBJECTIFS DU DÉVELOPPEMENT DURABLE

Les agences onusiennes veulent s'aligner sur les priorités du gouvernement



Abdourahmane Diallo répondant aux question de la presse Adiac

Nouvellement installé en République du Congo, le coordinateur résident des agences du système des Nations unies, Abdourahmane Diallo, entend adapter les actions des différentes agences, fonds et programmes aux priorités du gouvernement, à cinq ans de 2030, décrétée comme année de la mise œuvre effective des objectifs du développement durable (ODD). « C'est le rendez-vous que s'est donné l'humanité pour atteindre ces objectifs et donner un coup

d'accélérateur tout en évaluant là où nous en sommes. Les parlementaires, en tant qu'acteurs-clés, ont un rôle à jouer pour le plaidoyer et le suivi des actions qui concourent à l'atteinte des ODD », a précisé le diplomate onusien au sortir d'une audience hier avec le président du Sénat, Pierre Ngolo.

Page 3

RDC

De nouveaux affrontements dans l'Est du pays

Des affrontements entre le groupe armé M23 soutenu par des troupes rwandaises et l'armée congolaise ont été signalés hier dans l'Est de la République démocratique du Congo (RDC), trois jours après un appel de dirigeants africains à un cessez-le-feu qui a été suivi d'une relative accalmie.

Selon des sources sécuritaires locales, les combattants du groupe armé antigouvernemental M23 et les soldats rwandais ont attaqué à l'aube des positions de l'armée congolaise près d'Ithusi, une localité située à environ 70 km de Bukavu, capitale du Sud-Kivu, et à quelque 40 km de l'aéroport provincial installé à Kavumu.

Page 12

Éditorial

Doléances

Page 2

ÉDITORIAL

Doléances

La représentation du Fonds des Nations unies pour l'enfance au Congo vient de boucler, dans les départements des Plateaux et de la Cuvette, une mission d'évaluation de l'impact des inondations. Celles des deux dernières années ont causé des dommages jamais enregistrés dans le pays depuis les années 1960. Les stigmates sont toujours perceptibles en dépit de l'aide humanitaire apportée par le gouvernement et ses partenaires.

Confrontées à la montée récurrente des eaux à chaque saison de pluie, les familles qui vivent dans les localités situées le long du fleuve Congo et de ses affluents attendent depuis longtemps que des décisions soient enfin prises sur la mise en œuvre du système de drainage des eaux fluviales, la construction sur pilotis des habitations, des écoles, des centres de santé et autres structures administratives pour bénéficier continuellement du service public même en période de crues.

Dans cette optique, les pouvoirs publics annonçaient des solutions pour résoudre le problème de façon définitive à travers la mise en œuvre d'un plan de contingence visant, entre autres, à améliorer le cadre de vie et à rendre l'assistance humanitaire permanente et régulière.

Tenant compte de la réalité de terrain, les doléances formulées par les habitants des zones inondées méritent d'être analysées avec attention dans le cadre des solutions durables envisagées par les pouvoirs publics dont l'exécution, on le sait, nécessite des moyens conséquents.

Les Dépêches de Brazzaville

PONT ROUTE-RAIL BRAZZAVILLE-KINSHASA

Le concessionnaire sera désigné en septembre

Une nouvelle annonce autour du projet pont route-rail sur le fleuve Congo, porté par l'Union africaine dans le cadre du nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique. Le closing financier devrait être bouclé après le choix du concessionnaire à la fin du troisième trimestre de cette année.

L'état d'avancement du projet de construction de pont route-rail censé relier les deux capitales, Brazzaville et Kinshasa, a été discuté lors de la récente conférence des chefs d'État sur le développement des projets d'infrastructure en Afrique. À cette occasion, le ministre d'État, ministre de l'Aménagement du territoire et des Grands travaux, Jean-Jacques Bouya, a tenté de convaincre les partenaires évoquant « une avancée notable » au sujet de la désignation de la société concessionnaire.

Les pays concernés se sont déjà concertés, d'après Jean-Jacques Bouya, concernant l'uniformisation de la mise en place de la concession et l'harmonisation du régime fiscal, douanier et financier. Un nouveau calendrier devrait normalement intervenir après le choix du concessionnaire, à travers l'appel d'offres d'ici au mois de juin et la sélection du partenaire en septembre prochain, avant l'ouverture des discussions et le closing financier autour du concessionnaire retenu. La pose de la première pierre marquant le démarrage des travaux pourrait être programmée au plus tard en novembre prochain.

« Nous avons eu l'honneur de représenter à cette réunion (par visioconférence) le chef de l'État, Denis Sassou N'Guesso, pour porter le message de la République du Congo. Cette plateforme a des présidents désignés appelés sur un ensemble de projets au niveau continental. Le président Denis Sassou N'Guesso est le champion du projet pont-route-rail sur le fleuve



Le ministre d'Etat Jean-Jacques Bouya lors des discussions DR

Congo, avec l'extension du chemin de fer de Kinshasa vers Ilebo. Ce projet pont-route-rail s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre du corridor 13 de l'Union africaine », a indiqué Jean-Jacques Bouya.

Initiée depuis plusieurs décennies, l'érection du pont sur le fleuve Congo censé relier les deux capitales avance à pas de tortue. En décembre dernier,

le chef d'Etat de la République démocratique du Congo, Félix Antoine Tshisekedi Tshilombo, annonçait pour tant la pose de la première pierre en septembre de cette année. En réalité, les deux gouvernements peinent à mobiliser les investisseurs réticents sur l'impact économique de la réalisation d'un tel projet.

Fiacre Kombo

Les Dépêches de Brazzaville, Le Courrier de Kinshasa, Les Dépêches du Bassin du Congo sont des publications de l'Agence d'Information d'Afrique centrale (ADIAC)
Site Internet : www.brazzaville-adiac.com

DIRECTION

Directeur de la publication : Jean-Paul Pigasse
Conseillère de direction : Raïssa Angombo

RÉDACTIONS

Direction des rédactions : Émile Gankama
Assistante : Leslie Kanga
Photothèque : Sandra Ignamout

RÉDACTION DE BRAZZAVILLE

Rédaction en chef : Guy-Gervais Kitina,
Rédacteurs en chef délégués : Christian Brice Elion, Rominique Nerplat Makaya
Grand reporter : Nestor N'Gampoula
Service Société : Guillaume Ondzé (chef de service), Fortuné Ibara, Lydie Gisèle Oko
Service Politique : Parfait Wilfried Douniama (chef de service), Jean Jacques Koubemba, Firmin Oyé, Roger Ngombé
Service Économie : Fiacre Kombo (chef de service), Lopelle Mboussa Gassia, Gloria Imelda Lasselé
Service Afrique/Monde : Yvette Reine Nzaba (cheffe de service), Rock Ngassakys
Service Culture et arts : Bruno Okokana (chef de service), Rosalie Bindika, Merveille Jessica Atipo
Service Sport : James Golden Eloué (chef de service), Rude Ngoma

LES DÉPÊCHES DU BASSIN DU CONGO :

Rédacteur en chef délégué : Quentin Loubou Durlly Emilia Gankama (cheffe de service)

RÉDACTION DE POINTE-NOIRE

Chef d'agence : Victor Dosseh
Rédacteur en chef : Faustin Akono
Lucie Prisca Condhet N'Zinga, Hervé Brice Mampouya, Charlem Léa Legnoki, Prosper Mabonzo, Séverin Ibara
Bureau de Pointe-Noire : Av. Germain Bikoumat - Immeuble Les Palmiers.
Tél. (+242) 06 963 31 34

RÉDACTION DE KINSHASA

Direction de l'Agence : Ange Pongault
Chef d'agence : Nana Londole
Rédacteur en chef : Jules Tambwe Itagali
Coordonnateur : Alain Diasso
Rédaction : Laurent Essolomwa, Lucien Dianzenza, Aline Nzuzi, Nioni Masela, Martin Enyimo
Comptabilité, administration, ventes : Lukombo, Blandine Kapinga, Jean Lesly Goga
Bureau de Kinshasa : 4, avenue du Port - Immeuble Forescom commune de Kinshasa Gombé / Kinshasa - RDC - /Tél. (+243) 015 166 200

SECRETARIAT DE REDACTION

Secrétariat général de rédaction : Gerry Gérard Mangondo
Chef de service : Clotilde Ibara
Arnaud Bienvenu Zodialo, Norbert Biembedi, François Ansi

PAO - MAQUETTE

Chef de service PAO : Eudes Banzouzi
Chef de service : Cyriaque Brice Zoba
Mesmin Boussa, Stanislas Okassou, Toussaint Edgard Ibara, Jeff Tamaff

INTERNATIONAL

Direction : Bénédicte de Capèle
Adjoint à la direction : Christian Balende

Rédaction : Camille Delourme, Noël Ndong, Marie-Alfred Ngoma,
Bureau de Bruxelles : Dani Ndungidi, Adrienne Londole

ADMINISTRATION - FINANCES

Direction : Kiobi Abira
Assistant à la direction : Bermely Ngayouli, Emeline Loubayi
Chef de service RHC : Vesna Mangondza, Martial Mombongo, Armelle Mounzeo
Chef de service Audit : Arcade Bikondi, ,
Chef de service Comptabilité : Wilfrid Meyal
Itoua Ossinga, Mbossa Viny

PUBLICITÉ ET DIFFUSION

Coordination, Relations publiques : Mildred Moukenga
Chef de service publicité : Rodrigue Ongagna
Hortensia Olabouré, Marina Zodialho, Sylvie Addhas, Mibelle Okollo
Chef de service diffusion : Guylin Ngossima
Brice Tsébé, Irin Maouakani, Christian Nzoulani, Bob Sorel Moubelé Ngono

COMMUNICATION ET EVENEMENTIEL

Direction : Guillaume Pigasse
Secrétariat : Presly Raëlle Mouanga Kibhat

LOGISTIQUE ET SECURITE

Direction : Gérard Ebami Sala
Adjoint à la direction : Elvy Bombete
Coordonnateur :
Rachyd Badila (Chef), Jules César Olebi, Siméon Ntsayouolo, Jean Bruno Ndokagna

INFORMATIQUE ET NOUVEAUX MEDIAS

Direction : Emmanuel Mbengué
Assistante : Dina Dorcas Tsoumou
Directeur adjoint : Abdoul Kader Kouyate

Mbenguet Okandze (chef de service), Myck Mienet Mehdi, Narcisse Ofoulou Tsamaka, Darel Ongara.

LIBRAIRIE LES MANGUIERS

Responsable : Émilie Moundako Éyala
Eustel Chrispain Stevy Oba, Nely Carole Biantomba, Epiphany Mozali
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville

MUSEE GALERIE DU BASSIN DU CONGO

Responsable : Maurin Jonathan Mobassi
Astrid Balimba, Magloire Nzonzi, Brice Bakouma

CENTRE DE REFLEXION SUR

L'INTEGRATION REGIONALE
Direction : Emmanuel Mbengué

ADIAC

Agence d'Information d'Afrique centrale
www.lesdepechesdebrazzaville.com
Siège social : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville, République du Congo . Tél.: (+242) 06 895 06 64
Email : regie@lesdepechesdebrazzaville.fr

Président : Jean-Paul Pigasse
Directrice générale : Bénédicte de Capèle
Secrétaire général : Ange Pongault

*Journal imprimé dans les presses de l'Imprimerie Nouvelle du Congo, 4 rue des Galois, ZI Mpila, Brazzaville, République du Congo. Tél. +242 05 200 6565,
eMail : contact@inc-sa.com,
site Internet www.inc-sa.com

CONGO-NATIONS UNIES

Donner un coup d'accélérateur pour l'atteinte des ODD

Le nouveau coordonnateur résident des agences du système des Nations unies en République du Congo, Abdourahamane Diallo, a réaffirmé le 11 février à l'issue d'une audience avec le président du Sénat, Pierre Ngolo, sa volonté de poursuivre les efforts engagés afin d'améliorer, de renforcer et de poser les jalons pour accélérer l'atteinte des objectifs du développement durable (ODD).

« Nous sommes à cinq années à l'échéance de 2030, c'est le rendez-vous que s'est donné l'humanité pour atteindre les ODD. Il s'agit de donner un coup d'accélérateur; de voir là où nous en sommes. En ce sens, les parlementaires seront des acteurs-clés pour le plaidoyer et pour le suivi de la mise en œuvre des activités pour concourir à l'accélération de ces ODD », a indiqué Abdourahamane Diallo à sa sortie d'audience.

Selon lui, la première rencontre avec le président du Sénat n'a pas été non seulement une visite de courtoisie mais également une occasion pour lui demander des orientations et de recueillir ses conseils quant à sa mission en République du Congo. « Le coordonnateur résident a pour rôle d'animer; de coordonner l'ensemble de la réponse du système des Nations unies. C'est aussi de s'assurer vraiment que nous avons une réponse qui, avant tout, est bien alignée aux priorités du gouvernement du pays, d'où l'importance de recueillir les

conseils aussi du président de la chambre haute du Parlement et de s'assurer que cette réponse est efficace pour un meilleur résultat pour la population », a-t-il poursuivi.

Le coordonnateur résident des agences du système des Nations unies a, en effet, assuré Pierre Ngolo de sa volonté de travailler avec les sénateurs et les autres élus pour les informer de façon régulière du travail des agences onusiennes afin de recueillir leurs orientations et partager certaines thématiques mondiales qu'ils souhaiteraient aborder et contextualiser au niveau du pays. Il a dit avoir pris en compte la doléance du président du Sénat consistant au partage d'expérience avec les sénateurs au niveau national et décentralisé à travers les assemblées locales. Le but étant, entre autres, le renforcement des capacités des élus mais aussi d'instaurer un dialogue au niveau du terrain pour une réelle appropriation et une bonne en œuvre des programmes.

« Le coordonnateur ne met pas en œuvre les programmes,



Abdourahamane Diallo répondant aux questions de la presse Adiac

il coordonne le travail des agences, des fonds et programmes. Le Sénat aussi prend des lois, mais ne les met pas en œuvre. Donc, les activités que nous aurons avec le Sénat porteront plus dans l'élan du dialogue. Un dialogue qui se voudra régulier et dynamique, où l'on peut par-

tager, informer de ce que nous faisons, et de recueillir aussi surtout ses orientations. Dans ce cadre-là, nous avons convenu de nous revoir très bientôt pour proposer des activités telles que des journées portes ouvertes où la chambre sera ouverte aux agences du système des Nations unies pour

venir expliquer et partager sur leurs activités », a déclaré Abdourahamane Diallo.

Représentant de l'Unesco en République du Congo de 2009 à 2013, le nouveau coordonnateur du système des Nations unies connaît bien le pays. « L'histoire a fait que onze ans après, le secrétaire général de l'ONU me confie une autre mission au niveau de la coordination de l'ensemble des agences. C'est avant tout un honneur, un privilège. Je tiens à remercier les plus hautes autorités pour la confiance qu'elles ont accordée à ma personne en m'accréditant dans ce pays. C'est avec de la joie, de l'émotion et un sentiment de gravité qu'on revient aussi dans le pays où l'on a commencé un travail sous un mandat spécifique, mais on le poursuit à un autre niveau pour être solidaire d'une communauté, d'un peuple dans sa feuille de route pour le développement durable », a conclu le diplomate onusien.

Parfait Wilfried Douniama

INONDATIONS

Des attentes de la population encore pressantes

Drainage des eaux fluviales, finalisation des travaux de construction de la digue à Mossaka, construction des maisons et écoles en hauteur, fourniture en eau potable et en électricité, érection des Centres de santé intégrés (CSI), telles sont, entre autres, les attentes de la population riveraine du fleuve Congo et ses affluents, en proie souvent aux inondations.

Depuis 2019, l'axe fluvial a souvent été frappé par de très fortes inondations dont celles de 2023-2024 demeurent sans nul doute les plus dangereuses. Le Fonds des Nations unies pour l'enfance (Unicef) qui était en première ligne suite à l'appel à l'aide humanitaire lancé par le gouvernement a déployé, du 1er au 8 février, une équipe accompagnée de la presse pour faire une évaluation de sa réponse humanitaire apportée aux victimes et voir comment la population a pu développer ses capacités de résilience, grâce au soutien reçu. De Makotimpoko, dans le département des Plateaux, à Likendzé, Bonga, Konda et Mossaka, dans la Cuvette, la réalité est la même à quelques exceptions près. Les habitants ont encore en mémoire le triste souvenir des inondations de novembre 2023 à janvier 2024. « Il n'y a pas école pendant cette période, parce que tout était dans l'eau, le CSI y compris. Des gens étaient soignés dans les pirogues. A Makotimpoko, chaque famille a au moins une pirogue parce que pendant les inondations, toute la localité est dans l'eau. Seuls des gens ayant des maisons sur pilotis étaient un peu épargnés », a témoigné un jeune homme, souhaitant la construction des maisons



en hauteur et la finition des travaux de construction du siège de la sous-préfecture de Makotimpoko. Le chef-lieu du futur département Congo-Oubangui, Mossaka, n'a lui aussi pas échappé à ces inondations. Si en 2023 et début 2024 la population ne savait pas à quel saint se vouer suite aux inondations, celles de 2024-2025 n'ont pas fait trop

années. En effet, l'eau qui était quelque peu remontée à la surface s'est très vite retirée. Certaines personnes sont restées jusqu'aujourd'hui sans abri. « Voici ma maison, elle a été complètement dévastée en 2023. Je vis dans cette maison de l'ex ONPT, les enfants se sont déplacés pour aller étudier ailleurs. Pour intégrer cette maison, il m'a fallu réfectionner une partie de la toiture. J'attends le jour que l'Etat viendra me faire sortir d'ici », a laissé entendre Onangas, une vendeuse de beignets.

Renforcer la résilience

A quelque 15 km de Mossaka, notamment à Bonga, village des boubabs, après le retrait des eaux, les épidémies ont fait leur apparition. Selon Mpaka Bothili, agent de santé de nationale RD-congolaise en service dans la localité depuis dix mois, les cas graves ont été évacués à Moussaka. Le souhait des habitants est de doter Bonga d'un CSI. « Nous avons connu beaucoup d'inondations, notamment en 2019, 2020, 2023 et 2024. Mais, pendant celles de 2023, nous avons même changé de mode de vie. Nous n'avons reçu aucune aide, seulement des délégations.

Sauf l'Unicef qui a doté les élèves des kits scolaires et des produits pour le traitement d'eau », a déclaré Thierry Francis Etongolo, le chef du village.

Situé quant à lui entre Mossaka et Makotimpoko, le village Konda a été aussi secoué par les inondations avec des pertes en vies humaines. « Nous avons eu du mal à entermer les enfants morts pendant les inondations de 2023. Pour inhumer les corps, il fallait parcourir au moins 6 km pour trouver les termitières. Depuis que je suis né, c'est pour la première fois que l'eau est arrivée à ce niveau », a dit le chef du village Konda, Serge Gamboni. Il a demandé aux pouvoirs publics et ses partenaires de trouver des solutions durables aux inondations afin d'éviter l'éternel recommencement.

Dans ces différentes localités, les interventions de l'Unicef et ses partenaires consistaient, entre autres, à la dotation des écoles et élèves en kits scolaires, la construction des salles de classe provisoires, le traitement d'eau ainsi que la dotation des structures sanitaires en produits pharmaceutiques. Des efforts qui méritent d'être renforcés sinon consolider lors des prochaines inondations.

P.W.D.

GESTION DES DÉCHETS PLASTIQUES

Juste Désiré Mondélé en visite à Induco

Le ministre de l'Assainissement urbain, du Développement local et de l'Entretien routier, Juste Désiré Mondélé, accompagné du directeur de l'Assainissement, Yvon Kaba, a effectué une descente de terrain le 10 février à la société Industrie du Congo (Induco).

La visite a eu pour objectif d'explorer les opportunités de collaboration pour une meilleure gestion des déchets plastiques et leur intégration dans une économie circulaire. Juste Mondélé a souligné l'importance de différencier les déchets de la simple saleté, insistant sur le fait que « nous produisons plus de la saleté que des déchets. Mais les déchets, si on les trie, peuvent être réutilisés, notamment le plastique qui peut entrer dans le cycle de production ».

L'échange avec le président d'Induco a notamment porté sur la possibilité d'utiliser les déchets plastiques issus de tout le pays pour alimenter le processus de production de l'usine. Cette initiative s'inscrit dans une volonté plus large d'encourager le tri et la réutilisation des déchets afin de réduire leur impact environnemental.

Une industrie écoresponsable et créatrice d'emplois

Induco emploie directement plus de 700 Congolais et joue un rôle-clé dans la transformation des déchets plastiques en divers produits tels que des mousses, des accessoires ménagers et des



Juste Désiré Mondélé visitant la société Induco

composants pour chaussures. Le ministre n'a pas manqué de saluer cet engagement en déclarant que « C'est une très bonne chose, sans compter les emplois indirects que cela génère ». En mettant en avant l'aspect écoresponsable de l'entreprise, Juste Désiré Mondélé a exprimé son souhait de nouer des partenariats avec ce type d'initiatives afin d'encourager une gestion durable des déchets.

riats avec ce type d'initiatives afin d'encourager une gestion durable des déchets.

Vers une gestion plus efficace des déchets ménagers

Le ministre a également abordé la nécessité d'instaurer un système plus structuré de collecte des déchets à l'échelle des ménages. Il

a notamment évoqué l'idée que « chaque ménage doit avoir son bac à ordures » et a exploré avec les responsables d'Induco la possibilité de recycler certains emballages importés en fûts pour les transformer en bacs à ordures. Cette approche s'inscrit pleinement dans une dynamique d'économie circulaire, où les déchets

ne sont plus considérés comme des rebuts, mais comme des matières premières pouvant être réintégrées dans le circuit économique. « À la fois, ils peuvent absorber le déchet pour le recycler et le réinjecter dans l'économie, et nous pouvons aussi récupérer une partie de ces emballages pour les transformer en bacs à ordures », a précisé le ministre.

Cette visite a permis de mettre en lumière les perspectives de collaboration entre l'État et le secteur privé dans le domaine de la gestion des déchets. Le ministre a conclu son intervention en saluant l'implication des travailleurs d'Induco. « Nous avons passé un très beau moment, en voyant des Congolais formés en train de travailler de manière responsable », a relevé Juste Désiré Mondélé. En renforçant les initiatives de recyclage et en sensibilisant la population à la nécessité du tri des déchets, cette démarche pourrait contribuer à l'assainissement des villes congolaises tout en favorisant l'essor d'une économie durable.

Durly Emilia Gankama

GESTION DES TOURBIÈRES

Renforcer les capacités des acteurs locaux

La ministre de l'Environnement, du Développement durable et du Bassin du Congo, Arlette Soudan-Nonault, a patronné le 10 février à Brazzaville, en compagnie du chargé d'affaires de l'ambassade d'Allemagne au Congo, Manuel Müller, l'atelier de formation sur les outils de suivi des tourbières.

L'atelier s'inscrivait dans le cadre du projet « Sécuriser les réserves cruciales de biodiversité, de carbone et d'eau dans les tourbières du bassin du Congo grâce à une prise de décision éclairée et une bonne gouvernance ». L'adaptation aux changements climatiques et l'exploitation des données de tourbières pour un suivi efficace sont importantes dans l'évolution de la lutte contre le changement climatique. Ainsi donc, ce projet soutenu par l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et l'ambassade de l'Allemagne au Congo permettra aux participants d'acquérir des outils de suivi de tourbières. Le représentant de l'ambassadeur d'Allemagne a réaffirmé son engagement en faveur de la protection des tourbières et de la biodiversité du bas-

sin du Congo. « Nous attachons beaucoup d'attention à la réduction du dioxyde de carbone. Il est important de noter que les tourbières ont une importance primordiale pour la fixation du dioxyde de carbone depuis la pré-histoire et l'heure actuelle. C'est la raison pour laquelle l'Allemagne, depuis plus de deux décennies, soutient les efforts des Etats de la région à travers la Comifac et autres organisations internationales », a indiqué Manuel Müller. Il a soutenu que l'écosystème ne connaît pas de fron-

tières entre Etats et il s'agit de coopérer avec les voisins afin de mieux le comprendre et d'appliquer des méthodes de suivi coordonnées.

Les participants ont échangé aussi sur l'importance de l'évaluation continue des tourbières, la collecte de données écologiques et l'utilisation des outils numériques pour le suivi. Le délégué de la FAO a mis l'accent sur l'importance du renforcement des capacités des parties prenantes. « Les tourbières, bien que ne couvrant que 3% de la surface terrestre, contiennent autant

de carbone que l'ensemble de la végétation de la planète. Le lac Télé-lac Tumba, partagés entre la République du Congo et la République démocratique du Congo, constituent un écosystème unique et crucial dans la région. Leur dégradation ainsi que leur destruction peuvent transformer ces réservoirs de carbone en sources rapides de gaz à effet de serre », a déclaré Dadema Nao Pissang Tchangaï.

Avec un suivi rigoureux, une gouvernance transparente et un engagement ferme des différents partenaires, les tourbières

du bassin du Congo pourront continuer à jouer leur rôle fondamental dans la régulation du climat, la préservation de la biodiversité et la gestion des ressources en eau. « L'atelier qui nous réunit ce jour a pour but de renforcer les capacités des parties prenantes nationales et locales en matière d'utilisation des outils énumérés, et d'avancer dans la consultation des principales parties prenantes pour définir les objectifs détaillés des efforts de suivi des tourbières, notamment via les technologies de télédétection », a dit la ministre Arlette Soudan-Nonault. Signalons que la surveillance et la gestion de tourbières sont une démarche qui renforce les capacités des acteurs locaux et garantit une meilleure gouvernance environnementale.

Fortuné Ibara

«L'atelier qui nous réunit ce jour a pour but de renforcer les capacités des parties prenantes nationales et locales en matière d'utilisation des outils énumérés, et d'avancer dans la consultation des principales parties prenantes pour définir les objectifs détaillés des efforts de suivi des tourbières, notamment via les technologies de télédétection »

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

L'UDSN a célébré ses quatre ans d'existence

Les quatre années d'existence de l'Université Denis-Sassou-N'Guesso (UDSN) ont été célébrées le 5 février, dans la commune de Kintélé, au Nord de Brazzaville, en mettant en exergue la démarche qualité, la recherche et l'innovation scientifique.

Le thème retenu pour le quatrième anniversaire de l'alma mater a été « Vers une dynamique de la démarche qualité, de la recherche et de l'innovation à l'Université Denis-Sassou-N'Guesso ». En quatre années d'existence, l'UDSN a su s'imposer comme un acteur incontournable de l'enseignement supérieur en République du Congo. Elle a fait des progrès significatifs dans de nombreux domaines, particulièrement dans le renforcement de la qualité de l'enseignement supérieur, l'amélioration des infrastructures ainsi que l'encouragement de l'innovation et de la recherche.

Afin de discuter des enjeux actuels et futurs de la science et de la technologie ainsi que leur contribution à la résolution des défis socio-économiques, une conférence a été animée par le Pr Ngou-Malima du Gabon sur le thème « De l'innovation et de la recherche scientifique », en présence des experts et chercheurs. Prenant la parole à son tour, le président de l'UDSN, le Pr Ange Antoine Abena, a souligné l'importance de cette dynamique de qualité de l'enseignement, en précisant que cette université s'efforce d'être à la pointe de l'éducation et de la recherche en Afrique centrale.



Les officiels et les agents de l'UDSNAdiac a indiqué la ministre.

Il a fait également l'éloge des partenariats signés avec des institutions académiques internationales ainsi qu'avec des entreprises locales pour favoriser l'émergence des idées novatrices. « Nous allons poursuivre le processus d'évaluation interne de nos offres de formation de licences que nous espérons soumettre auprès du Cames à partir de novembre 2025. Nous espérons avoir seize maîtres assistants en juillet », a-t-il déclaré. S'exprimant à la faveur de cette célébration, la ministre de l'Enseignement supérieur, Delphine Édith Emmanuel, a salué l'ini-

tiative de l'UDSN d'encourager l'innovation et la recherche. Elle a rappelé que l'enseignement supérieur et la recherche doivent aller de pair pour répondre aux besoins du pays en matière de développement durable. Selon la ministre, l'UDSN est appelée à continuer de jouer un rôle crucial dans la formation de talents capables de répondre aux défis contemporains, notamment dans les secteurs de la santé, des technologies de l'information, de la communication, et de l'environnement.

La célébration des quatre ans de l'UDSN a été aussi un mo-

ment de renforcer les liens entre elle, les institutions politiques et les entreprises grâce à son engagement pour la recherche, l'innovation et la qualité de l'enseignement. « L'Université Denis-Sassou-N'Guesso bénéficie de plusieurs avantages liés à la multiplication des partenariats nationaux et internationaux. Je souhaiterais de relever le partenariat avec la société Soremi qui non seulement va permettre à l'UDSN de recevoir des appuis multiformes mais surtout aux étudiants les plus méritants de bénéficier des bourses d'études et de stages de perfectionnement »,

Notons que l'UDSN compte quatre établissements, notamment la Faculté des sciences appliquées, l'Institut supérieur de sciences géographiques, environnementales et aménagement, l'École de mines, de l'hydraulique et de l'énergie, et l'Institut supérieur d'architecture, urbanisme bâtiment et travaux publics.

Les festivités des quatre ans de l'UDSN ont été rehaussées de la présence également du ministre Rigobert Maboundou, de la Recherche scientifique et de l'Innovation technologique.

Fortuné Ibara

VIOLENCES FAITES AUX FEMMES

Plus de trois cents jeunes filles initiées à l'auto-défense

Le Centre de remise en forme dénommé «Oxygène sport et bien-être» a organisé, en faveur de plus de trois cents participantes, un stage pratique d'auto-défense dans le cadre d'une campagne de sensibilisation contre les violences faites aux femmes.

Le stage a été organisé sur le thème « Agir c'est prévenir, prête à te défendre ». Des rencontres éducatives des jeunes filles scolarisées et des séances d'entraînement aux arts martiaux ont été organisées pour les prévenir contre toutes les formes de violences physiques dont les femmes et les filles sont victimes.

L'initiative cadre avec le troisième objectif de développement durable qui vise à assurer la santé et le bien-être de tous, en améliorant la santé procréative, maternelle et infantile, ainsi qu'en réduisant les principales maladies transmissibles, non transmissibles, environnementales et mentales.

Plusieurs partenaires dans le cadre de cette campagne de sensibilisation tels que les deux ministères en charge des enseignements technique et général, le ministère de la promotion de la femme, le Programme national de lutte contre les violences ainsi que le Centre hospitalier et



universitaire de Brazzaville parraineront le Centre de remise en forme dénommé «Oxygène sport et bien-être».

Les trois cents participantes ont été sensibilisées à la législation congolaise sur les violences faites aux femmes et aux filles, à l'instar de la loi Mouébara. Dans le cadre de ce stage, des séances de self-défense ont été également initiées pour ces jeunes filles avec le soutien des sportifs expérimentés. Pour sa part, la directrice générale du centre Oxygène sport et bien-être, Zara Ngougou, espère que les connaissances mises à la disposition des apprenantes développeront leurs aptitudes physiques de se protéger en cas de danger.

Signalons que les aptitudes physiques et le sport peuvent aider à réduire, au bénéfice des filles et des femmes, les comportements présentant des risques d'agressivité.

La session de formationAdiac

QUESTION PALESTINIENNE

L'Égypte exhorte la communauté internationale à s'unir

L'Égypte a exhorté lundi la communauté internationale à soutenir une vision politique pour résoudre la question palestinienne, soulignant la nécessité de mettre fin aux injustices historiques et de restaurer les droits des Palestiniens.

Selon un communiqué du ministère égyptien des Affaires étrangères, le seul moyen d'assurer la stabilité régionale est de reconnaître les droits de tous, y compris les Palestiniens, qui continuent de faire face à une injustice sans précédent. Il a également rejeté toute infraction à leurs droits, et notamment leur autodétermination, leur souveraineté terrestre et leur indépendance.

Dans le même temps, l'Égypte a réaffirmé son engagement envers le droit de retour pour les réfugiés palestiniens, conformément au droit international et aux principes humanitaires, avertissant aussi que l'ignorance de la légitimité internationale risque de saper des décennies d'efforts de paix.

L'Égypte s'est engagée à travailler avec des partenaires régionaux et mondiaux pour

une paix complète, demandant la création d'un Etat palestinien indépendant basé sur les frontières de 1967, avec Jérusalem-Est comme capitale.

Le communiqué du ministère fait suite aux remarques du président américain Donald Trump, qui a déclaré que les résidents de Gaza qui s'installeraient dans les pays voisins dans le cadre de son plan n'auraient aucun droit de retour.

EGYPTE

Le pays condamne les affirmations du Premier ministre israélien à propos de Gaza

Le gouvernement égyptien a condamné dimanche les récentes remarques à propos de Gaza émises par le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu aux médias américains, les qualifiant de «désinformation» délibérée contredisant les efforts déployés par l'Égypte.

Dans un entretien accordé à la chaîne américaine Fox News et diffusé samedi, M. Netanyahu a déclaré que la raison pour laquelle Gaza est décrite comme «la plus grande prison à ciel ouvert du monde» est que les gens ne sont «pas autorisés à en sortir».

Il a également fait l'éloge de la proposition du président américain Donald Trump de déplacer et de relocaliser la population de Gaza en Jordanie et en Égypte, une proposition qui a été fortement rejetée par les pays arabes.

Le ministère égyptien des Affaires étrangères a indiqué dans un communiqué que les remarques de M. Netanyahu étaient contradictoires avec les efforts déployés par l'Égypte pour fournir une aide humanitaire urgente à la population palestinienne de Gaza, les derniers en date ayant permis l'acheminement de plus de 5.000 camions d'aide depuis le récent cessez-le-feu, en plus de faciliter le passage des blessés palestiniens et des personnes ayant la double nationalité par le point de passage de Rafah.



Benjamin Netanyahu

L'Égypte a souligné que les affirmations de M. Netanyahu visent à dissimuler et à détourner l'attention des «violations flagrantes» commises par Israël à l'encontre des civils et de la destruction d'installations palestiniennes vitales, notamment des hôpitaux, des établissements d'enseignement, des centrales électriques et des installations d'approvisionnement en eau.

L'Égypte a également exprimé

son rejet total de toute proposition concernant le déplacement du peuple palestinien vers son territoire, celui de la Jordanie ou de l'Arabie saoudite.

Elle a réaffirmé son adhésion aux positions égyptiennes et arabes qui soutiennent le droit du peuple palestinien à établir son Etat sur la base des frontières de 1967, avec Jérusalem-Est comme capitale.

GAZA

Olaf Scholz qualifie le plan de Trump de «scandale»

Le chancelier allemand Olaf Scholz a critiqué dimanche soir le projet du président des Etats-Unis Donald Trump de relocaliser les Palestiniens de la bande de Gaza, le qualifiant de «scandale».



M. Scholz et Friedrich Merz, chef de file de l'Union chrétienne-démocrate (CDU), se sont engagés dans le premier débat télévisé avant les élections au Bundestag du 23 février.

L'un des principaux sujets abordés était la manière dont l'Allemagne devrait s'engager avec les Etats-Unis sous l'administration Trump. Abordant la question du Moyen-Orient, M. Scholz a réaffirmé son opposition à la proposition de M. Trump concernant Gaza.

Lors d'un événement de campagne vendredi, M. Scholz avait déjà exprimé sa désapprobation en déclarant : «Nous ne devons pas réinstaller la population de Gaza en Égypte» et en exprimant son «rejet total» du plan.

Lors du débat de dimanche, M. Scholz a décrit sa stratégie pour traiter avec M. Trump comme impliquant «des mots clairs et des conversations amicales». M. Merz a également exprimé ses inquiétudes quant à la proposition de M. Trump, la décrivant comme «faisant partie d'une série de propositions irritantes de la part de l'administration américaine». Il a toutefois suggéré que l'Allemagne attende de voir quels projets le gouvernement américain a l'intention de poursuivre «sérieusement».

En ce qui concerne les éventuels droits de douane américains, M. Scholz a affirmé que l'Union européenne était prête à «agir dans l'heure» si nécessaire.

M. Merz, quant à lui, a souligné l'importance de l'unité européenne, y compris la coopération avec le Royaume-Uni malgré le Brexit, et a appelé à une «stratégie européenne commune» pour relever les défis.

Leur débat a également porté sur des questions intérieures clés, notamment l'économie, l'immigration et l'impact du conflit en cours en Ukraine.

Les prochaines élections anticipées sont considérées comme un test crucial pour le parti social-démocrate (SPD) de M. Scholz, qui recueille actuellement 16% des voix. Le parti conservateur CDU et son parti frère bavarois, l'Union chrétienne-sociale (CSU), sont en tête des sondages avec un soutien stable d'environ 30%.

SOMMET DE PARIS SUR L'IA

Deux visions du monde s'affrontent autour de la régulation

Le sommet de Paris sur l'intelligence artificielle (IA) a vu s'affronter, le 11 février, deux visions du monde. Les Etats-Unis appelant à limiter la régulation pour ne pas tuer une industrie en plein essor qu'ils dominent et ne signant pas l'appel sur une IA ouverte, inclusive et éthique.

À la clôture du sommet à la mi-journée, 58 pays, dont la Chine, la France et l'Inde (les deux co-organisateurs), ainsi que l'Union européenne et la Commission de l'Union africaine, se sont prononcés pour une coordination renforcée de la gouvernance de l'IA nécessitant un dialogue mondial et ont appelé à éviter une concentration du marché afin que cette technologie soit plus accessible.

Une vision très éloignée de celle défendue par les Etats-Unis qui, comme le Royaume-Uni, ne figurent pas parmi les signataires de cette déclaration, voulue par le président français, Emmanuel Macron, et rassemblant des principes partagés de régulation, un thème maintes fois abordé lors de ce sommet.

Le gouvernement britannique a fait savoir qu'il ne souhaitait adhérer qu'à des initiatives qui sont dans l'intérêt national du

Royaume-Uni.

Ce grand raout mêlant pendant deux jours dirigeants politiques et patrons de la «tech» dans l'enceinte du Grand Palais a été marqué le 11 février par le discours très offensif du vice-président américain, J.D. Vance, dont c'est le premier déplacement à l'international depuis la prise de fonction de Donald Trump fin janvier et l'annonce de «Stargate», un plan d'investissements dans l'IA américaine à hauteur de 500 milliards de dollars.

À rebours d'une Europe voulant aller plus vite tout en définissant un cadre à l'essor de l'IA, il a souhaité faire «tous les efforts possibles pour encourager les politiques pro-croissance» en la matière.

«Les Etats-Unis sont les leaders dans l'IA et notre administration entend qu'ils le restent», a-t-il souligné, quelques heures après la pu-

blication d'informations sur une offre non sollicitée d'Elon Musk, l'homme le plus riche du monde et membre de l'administration Trump, sur la start-up OpenAI, à l'origine de ChatGPT.

Selon le Wall Street Journal, le milliardaire (qui dispose déjà de sa propre start-up d'IA générative, xAI, lancée en 2023) veut, avec un groupe d'investisseurs, racheter l'organisation à but non lucratif qui contrôle OpenAI pour 97,4 milliards de dollars.

L'entreprise n'est pas à vendre, a rétorqué mardi Chris Lehane, vice-président en charge des affaires publiques, de passage à Paris pour un événement dédié aux entreprises de la «tech» à Station F, l'incubateur de start-up fondé par le français Xavier Niel. Avant de quitter la nef du Grand Palais, J.D. Vance a également mis en garde contre les partenariats avec les «régimes autoritaires», dans une référé-

rence à peine voilée à la Chine. En réponse aux ambitions américaines, Emmanuel Macron a insisté sur le besoin de règles et d'un cadre de confiance pour accompagner le développement de l'IA.

«Nous avons besoin de ces règles pour que l'IA avance» et «besoin de continuer à faire avancer une gouvernance internationale de l'IA», a-t-il dit, en clôture du sommet qui s'est traduit pour la France en annonces, avec un plan d'investissements privés à hauteur de 109 milliards d'euros.

Pour le Premier ministre indien, Narendra Modi, qui co-présidait le sommet IA et va accueillir le prochain, le défi est de ne pas laisser «le sud global», dont son pays et son 1,4 milliard d'habitants, à la traîne d'une révolution technologique en plein boom.

Mais pour Dario Amodei, patron de la start-up américaine

Anthropic, ce sommet s'apparente à une «opportunité ratée». «Il est nécessaire de se concentrer davantage» sur les enjeux démocratiques de l'IA, ainsi que les risques liés à la sécurité et à l'emploi que fait peser cette technologie, a-t-il souligné.

Alors que l'Union européenne tente d'avancer ses pions dans cette course à l'IA, elle a dévoilé le 11 février un plan d'investissements de 200 milliards d'euros, dont 150 milliards venant de grands groupes.

Il s'agit du «plus grand partenariat public-privé dans le monde pour le développement d'une IA fiable», au sein de l'alliance «EU AI Champions Initiative» qui regroupe plus de 60 entreprises, a souligné la présidente de la Commission européenne Ursula Von der Leyen. Le «leadership mondial est toujours à saisir», a-t-elle estimé.

D'après AFP

NIGER

Expulsion du Comité international de la Croix-Rouge

Les tensions entre le gouvernement nigérien et les organisations internationales montent d'un cran. Le Comité international de la Croix-Rouge (CICR) a reçu l'ordre de fermer immédiatement ses bureaux et d'évacuer son personnel expatrié.

La semaine dernière, les bureaux du CICR à Niamey ont fermé leurs portes, suite à une note verbale envoyée par les autorités du pays. Cette expulsion s'inscrit dans une série de mesures prises par le pouvoir pour limiter l'influence des acteurs étrangers sur le territoire. Depuis son accession au pouvoir en juillet 2023 suite au renversement de Mohamed Bazoum, le général Abdourahmane Tiani a fait de la souveraineté nationale une priorité. Cette décision survient après l'expulsion des troupes françaises et américaines, ainsi que la suspension de plusieurs organisations non gouvernementales internationales, notamment Acted et Action pour le bien-être. Toutefois, le Niger ne ferme pas complètement la porte aux coopérations internationales. En novembre 2024, le pays a signé un accord avec le Fonds monétaire



international pour un décaissement de 43 millions de dollars, illustrant une stratégie sélective vis-à-vis des partenaires extérieurs.

L'impact sur l'aide humanitaire

La départ du CICR soulève des inquiétudes quant à la situation humanitaire du pays. Présent depuis plusieurs années, le CICR fournissait une assistance cruciale aux victimes des conflits armés et à la population vulnérable. Son absence pourrait aggraver la crise humanitaire, en particulier dans les zones frontalières du Mali, du Burkina Faso et du Nigeria. On ignore si des négociations sont envisageables pour un retour de l'organisation. Ce nouvel épisode confirme cependant la volonté du régime militaire nigérien de redéfinir ses relations internationales sur la base d'une indépendance renforcée.

Noël Ndong



Eni Congo 57 ans

d'innovation énergétique et d'engagement pour un développement plus durable et responsable, sur les plans environnemental, économique et social.

1968
Les premiers pas d'Eni au Congo
L'origine

2010
**Création de la Centrale
Electrique du Congo**
Engagement pour l'accès à l'énergie

2021
Vision du futur
Création de valeur et transition

1988
Début de l'exploitation à Zatchi
Expansion et croissance

2012
Lancement du Projet Intégré Hinda (PIH)
Pionnier de l'innovation durable

2024
Congo GNL
Première cargaison de GNL du pays et mise à l'eau de la coque de l'unité flottante Nguya FLNG



DE DIFFÉRENTES ÉNERGIES, UNE ÉNERGIE UNIQUE.

AFRIQUE

Le continent à l'épreuve de Trump II

Donald Trump a entamé son second mandat en appliquant à la lettre ses engagements électoraux, avec des prises de position fortes combinant expulsions de migrants en situation irrégulière, menaces de guerre commerciale, suspension d'aides publiques, retrait de certaines institutions relevant des Nations unies.

« America first », tel est le credo du 47^e président des Etats-Unis, marquant le retour au protectionnisme tout en donnant un coup d'arrêt au multilatéralisme. Les expulsions de millions de migrants ont été l'un des arguments phares de campagne de Donald Trump. Douze millions de clandestins présentés plutôt comme des criminels. L'une des craintes des Africains avec son retour au pouvoir est l'expulsion de milliers de migrants, entrés clandestinement au pays de l'Oncle Sam via la filière dite du « Nicaragua » au cours de ces deux dernières années. Les premières annonces portent sur 41 886 Africains à expulser. Ce qui ne représente que de 2,90% des expulsions totales sur 1,5 million de personnes. Cette liste « africaine » est dominée par les Somaliens (4090 personnes), les Mauritaniens (3822 personnes), les Nigériens (3690 personnes), les Ghanéens (3280 personnes) et les Guinéens (1897 personnes). Ces expulsions auront des impacts sur les pays africains. Le budget actuel de la police de l'immigration des Etats-



Unis est de 9 milliards de dollars, pour le coût d'expulsion de la douzaine de millions d'illégaux à 300 milliards de dollars.

Arrêt des aides au développement

L'arrêt des aides au développement aura des conséquences néfastes. Donald Trump a ordonné la suspension de tous les programmes d'aide étrangère au reste du monde pour une durée de 90 jours.

Ainsi, tous les programmes d'aides destinés aux pays africains sont suspendus. Les Etats-Unis ont financé environ 42% de l'aide humanitaire mondiale répertoriée à travers l'USAID. Ce gel sème la panique en Afrique, très dépendante des aides américaines. Au Sénégal, par exemple, le gel américain dans le domaine énergétique est estimé à 500 millions de dollars. Plusieurs pays africains bénéficient du

soutien de cet organisme. Parallèlement, l'USAID gère plus de 40 milliards de dollars destinés à l'aide humanitaire et l'aide au développement. Ce sont de nombreux projets en faveur de la population civiles qui vont être arrêtés, notamment au niveau des secteurs éducatifs, dans la prévention et le traitement de la tuberculose, du paludisme, la santé maternelle et infantile. En 2024, sur les quinze pays

les plus aidés par l'USAID figuraient neuf du continent africain: République démocratique du Congo, Ethiopie, Soudan, Nigeria, Soudan du Sud, Kenya, Mozambique, Ouganda et Somalie. L'impact de la suspension des aides publiques sera d'autant plus difficile à combler que les Etats-Unis ont également annoncé leur retrait de l'Organisation mondiale de la santé. Le pays représente 22% du budget actuel, soit 264 millions de dollars, et contribuent à hauteur de 16%, soit 442 millions de dollars, à l'ensemble des contributions volontaires de l'organisme. En Afrique, les programmes américains financent prioritairement, et depuis de longues années, les programmes VIH/sida, l'éradication de la polio et les urgences sanitaires. Riche en ressources naturelles, l'Afrique et ses dirigeants, au lieu de continuer à tendre la main, doivent mettre en place des politiques souverainistes à même de les aides à exploiter de manière efficiente leurs ressources et surtout de mettre fin à leur dépendance envers le financement extérieur.

Noël Ndong

DIPLOMATIE

Les relations russo-américaines «au bord de la rupture»

Les relations entre la Russie et les Etats-Unis sont «au bord de la rupture», a déclaré lundi le vice-ministre russe des Affaires étrangères, Sergueï Riabkov.

Moscou a plusieurs fois averti que les relations bilatérales étaient au bord de la rupture, a affirmé M. Riabkov, ajoutant que le retour du président américain Donald Trump à la Maison Blanche pourrait entraîner un changement de la politique étrangère des Etats-Unis. Lors d'un point de presse, le diplomate a également indiqué qu'il n'y avait aucun projet de contact à l'heure actuelle entre le président russe Vladimir Poutine et son homologue américain.

«Cependant, cette question existe bien et, à mesure que la situation s'éclaircira, je pense que des accords seront conclus à ce sujet et qu'ils seront annoncés (...) en temps voulu», selon M. Riabkov.

Par ailleurs, le diplomate a fait savoir que la nouvelle administration améri-

caine avait exprimé l'intérêt de renouer le dialogue avec la Russie.

«L'équipe de M. Trump, en dépit des déclarations contradictoires de sa part et de celle de ses collaborateurs, a tout du moins exprimé l'intérêt de reprendre le dialogue avec la Russie, qui a été interrompu par les Démocrates», a-t-il poursuivi.

Il a réitéré le fait que Moscou était prêt au dialogue, y compris à des discus-

sions sur un éventuel règlement de la crise ukrainienne, mais qu'un tel dialogue ne serait possible que sur la base de l'égalité et de conditions mutuellement acceptables.

«Une étroite fenêtre d'opportunités» a émergé sous l'administration Trump en faveur de la normalisation des relations bilatérales, a souligné le vice-ministre, ajoutant que Washington devait décider s'il souhaitait en tirer profit ou non.

Le recours à des ultimatums, à des remarques provocatrices ou à des tentatives de faire pression sur Moscou pour qu'il accepte des exigences déraisonnables ne serviront pas les relations russo-américaines ou le dialogue entre les deux pays, a noté M. Riabkov.

Le New York Post a rapporté samedi soir que M. Trump avait affirmé qu'il avait discuté par téléphone avec M. Poutine du règlement du conflit en Ukraine.

Cependant, interrogé par la presse sur un éventuel entretien téléphonique entre les deux dirigeants, le porte-parole du Kremlin, Dmitri Peskov, a déclaré qu'il ne pouvait «ni confirmer ni infirmer» que MM. Poutine et Trump aient été en contact.

Xinhua

...Moscou était prêt au dialogue, y compris à des discussions sur un éventuel règlement de la crise ukrainienne, mais qu'un tel dialogue ne serait possible que sur la base de l'égalité et de conditions mutuellement acceptables.



Toute l'actualité Du Bassin du Congo EN VIDÉO

www.adiac.tv

+336 11 40 40 56

info@adiac.tv

84, boulevard Denis-Sassou-N'Guesso
Brazzaville - République du Congo



LES DÉPÊCHES
DE BRAZZAVILLE

LE COURRIER
DE KINSHASA

CÔTE D'IVOIRE

Premier forum international sur les métiers et les compétences

Un forum international sur les métiers et les compétences se tient à Abidjan, capitale de la Côte d'Ivoire, à l'initiative du gouvernement ivoirien en vue de renforcer le dispositif de formation technique et professionnelle au profit des apprenants en Côte d'Ivoire.

«L'enseignement technique est le terreau où germent les génies de nos nations et une chance pour les pays africains», a déclaré le Premier ministre, Robert Beugré Mambé, devant les participants dont plus d'un millier d'apprenants issus des lycées techniques et professionnels ivoiriens.

A l'en croire, dans maints pays occidentaux et dans les «dragons d'Asie», l'enseignement technique et professionnel absorbe plus de 40 à 60% de l'effectif des élèves et étudiants.

«Nous, pour l'instant, n'avons que 6% à peine», a-t-il déploré, insistant sur la volonté du gouvernement ivoirien d'inverser la tendance afin de produire des techniciens et ingénieurs, en masse, pour la transformation du tissu industriel et économique de la Côte d'Ivoire.

Pour le ministre de l'Enseignement technique, de la Formation professionnelle et de l'Apprentissage, N'guessan Koffi,



«L'enseignement technique est le terreau où germent les génies de nos nations et une chance pour les pays africains»

la Côte d'Ivoire, en s'appuyant sur des politiques de formation adaptées aux besoins du marché du travail et en investissant dans la formation des jeunes, des femmes et des groupes vulnérables, créera un capital humain solide et dynamique, moteur essentiel de son développement économique à long terme.

Le gouvernement ivoirien a également initié des stratégies et des réformes visant à augmenter significativement les capacités d'accueil et à diversifier l'offre de formation, à améliorer la qualité et la pertinence des formations.

Le forum qui va durer deux jours devrait permettre de «réinventer» en Côte d'Ivoire la formation professionnelle pour un capital humain compétent par l'élaboration de référentiels de formation et de curricula à partir des besoins des entreprises.

CENTRAFRIQUE

Le gouvernement lance un projet de crypto-monnaie

Les autorités centrafricaines ont lancé lundi le projet crypto-monnaie «CAR MEME COIN» (\$CAR), selon une note d'information publiée par le ministre centrafricain des Mines et de la Géologie.

Le \$CAR est un projet initié par le gouvernement centrafricain et exécuté par Comptoir des Minerais et Gemmes en collaboration avec la société Barnsley Ltd, sous l'impulsion du président centrafricain Faustin-Archange Touadéra, selon la même source.

Le ministère a fait savoir que le \$CAR est le memecoin officiel du pays, visant à promouvoir l'innovation, le développement économique et l'adoption des technologies blockchain.

«Aujourd'hui, nous lançons \$CAR, une expérience conçue pour montrer comment quelque chose d'aussi simple qu'un même peut unir les gens, soutenir le développement national et placer la République centrafricaine sur la scène mondiale d'une manière unique», a écrit M. Touadéra dimanche soir sur sa page X.

Il a expliqué dans une vidéo publiée lundi que «la blockchain est une force de transformation, ce n'est pas juste une tendance, c'est l'avenir», ajoutant que ce projet était la source d'autres engagements à l'innovation faisant de ce pays l'un des pionniers dans l'adoption de la technologie blockchain et des opportunités qu'elle offre.

SOMALIE

L'ONU demande plus de ressources pour lutter contre l'aggravation de la sécheresse

Le Bureau des Nations Unies pour la coordination des affaires humanitaires (OCHA) a appelé le 10 février à des efforts pour mobiliser davantage de ressources en réponse à la crise liée à la sécheresse qui s'aggrave dans plusieurs régions de la Somalie.

L'agence onusienne a averti que la propagation de conditions de sécheresse extrême et prolongée aggravait une situation humanitaire déjà désastreuse en Somalie.

«Pour atténuer la situation, les agences humanitaires doivent d'urgence mobiliser et coordonner leurs ressources pour faire face à l'aggravation de la sécheresse et se préparer aux défis anticipés de la saison (des pluies)», a déclaré l'Ocha dans sa mise à jour humanitaire publiée à Mogadiscio, la capitale de la Somalie.

L'Ocha a indiqué que la mauvaise performance des pluies courtes d'octobre à décembre 2024 avait conduit à des conditions de sécheresse dans les régions méridionales et centrales et aux conditions chaudes et sèches actuelles. «Etant donné que les conditions de

sécheresse se sont progressivement aggravées en janvier, une aide humanitaire immédiate et des interventions de résilience à long terme, y compris le forage de puits, le soutien au bétail et la gestion durable de l'eau, sont nécessaires de toute urgence», a déclaré l'Ocha.

Il a averti que l'insécurité alimentaire, la malnutrition et les déplacements s'aggravaient dans les mois à venir, affectant de manière disproportionnée les femmes, les enfants et les groupes marginalisés.

On estime que 4,4 millions de personnes sont confrontées à des niveaux élevés d'insécurité alimentaire aiguë, et que 1,6 million d'enfants risquent de souffrir de malnutrition aiguë au cours du mois de juillet, a indiqué l'Ocha.

«Pour atténuer la situation, les agences humanitaires doivent d'urgence mobiliser et coordonner leurs ressources pour faire face à l'aggravation de la sécheresse et se préparer aux défis anticipés de la saison (des pluies)»

RDC

Nouveaux affrontements et fin de l'accalmie signalés dans l'Est

Des affrontements entre le groupe armé M23 allié à des troupes rwandaises et l'armée congolaise ont été signalés, le 11 février, dans l'Est de la République démocratique du Congo (RDC), trois jours après un appel de dirigeants africains à un cessez-le-feu qui a été suivi d'une relative accalmie.

Selon des sources sécuritaires locales, les combattants du groupe armé antigouvernemental M23 et les soldats rwandais ont attaqué à l'aube des positions de l'armée congolaise près d'Ihusi, une localité située à environ 70 km de Bukavu, capitale du Sud-Kivu, et à quelque 40 km de l'aéroport provincial installé à Kavumu. D'autres sources locales jointes par des médias étrangers, notamment l'AFP, ont fait état de «détonations d'armes lourdes».

Réunis le 8 février en sommet en Tanzanie, les dirigeants d'Afrique australe et de l'Est avaient appelé leurs états-majors à proposer un plan d'application d'un cessez-le-feu «inconditionnel» d'ici au 13 février. Après s'être emparés au terme d'une offensive éclair fin janvier de la grande ville de Goma, capitale de la province du Nord-Kivu, le M23 et les troupes rwandaises ont progressé dans le Sud-Kivu. La peur d'une prochaine attaque s'est déjà emparée de Bukavu, cité d'un million



Des soldats du M23, le 6 février 2025 © Jospin Mwisha/AFP

d'habitants. Goma, la situation humanitaire s'aggrave et l'eau courante est coupée dans une partie de la ville. Sans autre solution, des habitants s'approvisionnent dans l'eau du lac Kivu. Selon le bureau des Affaires humanitaires des Nations unies, une augmentation de cas de choléra a été observée dans la région, notamment parmi la population déplacée par les combats.

La crise dans l'Est de la RDC doit être abordée lors d'une réunion de l'Union africaine à Addis-Abeba, en Ethiopie, le 14 février. Depuis la récente intensification du conflit, les appels de la communauté internationale à une désescalade se sont multipliés, avec la crainte qu'il ne dégénère en guerre régionale.

De leur côté, les autorités de Kinshasa réclament, sans effet jusqu'ici, des «sanctions ciblées» contre le Rwanda qu'elles accusent de pillage de leurs richesses naturelles.

La Rédaction

SANTÉ

La situation humanitaire du pays passée en revue

Le point de la situation faite le 10 février a mis en avant la suspicion d'une épidémie non encore identifiée chez les porcs, dans la province du Sankuru, territoire de Kole, dont les symptômes frisent le mpox et la peste porcine africaine.

L'absence de traitement face à la nouvelle épidémie conduit à la prise des mesures de bio-sécurité pour préserver les élevages et désinfecter les pâturages. C'est ainsi que le Centre des opérations d'urgence de santé publique a présenté son plan d'action suite à l'afflux massif des blessés de guerre dans la partie Est de la République démocratique du Congo (RDC).

Dans ce contexte de conflit armé dans le pays, la situation humanitaire critique dans les provinces du Nord-Kivu, du Sud-Kivu et de l'Ituri, avec l'afflux massif des blessés et déplacés internes, pousse à l'activation du système de gestion des incidents. L'objectif général étant de contribuer à la réduction de la morbidité et de la mortalité dues à la guerre. Les stratégies mises en œuvre sont le renforcement des services de santé en contexte de guerres; l'approvisionnement en médicaments et en matériel médical ainsi que la surveillance épidémiologique et de prévention des épidémies.

La situation épidémiologique de mpox
Pour ce qui est de la situation épidémiologique cumulée de mpox allant de la semaine 1 (2024) à la semaine 5 (2025), elle révèle un cumul des cas suspects de 73 699 et des cas de décès des suspects à 1 427, avec une létalité de 1,85%. Le nombre de cas confirmés s'élève à 2167. Les vaccinés de la première dose sont 67 759. L'évolution des cas suspects diminue depuis trois semaines.

La RDC possède deux foyers épidémiologiques dont le premier du Nord-Ouest et le second de l'Est (Sud et Nord Kivu). Durant la semaine 5, 88% des cas et décès ont été enregistrés dans huit provinces. La ville de Kinshasa dénombre actuellement 115 cas actifs dont 63 suspects et 52 confirmés. A ce jour, le total de vaccinés pour la première dose est de 19 865 et la seconde dose est de 549. À noter la réception de 200 000 doses de vaccin Acam/Canada.

Blandine Lusimana

LUTTE CONTRE LA FAIM

La Corne de l'Afrique va recevoir plus de 4 millions de dollars de l'UE

L'Union européenne (UE) a versé 4,13 millions de dollars en soutien à un projet conjoint pour protéger les communautés vulnérables de la Grande Corne de l'Afrique des impacts dévastateurs des extrêmes climatiques, des conflits et des déplacements de population, a annoncé lundi le Programme alimentaire mondial (PAM).

Ce projet aidera 450.000 personnes vulnérables en Ethiopie et en Somalie pendant deux ans en réduisant les impacts des chocs anticipés avant qu'ils ne se transforment en crises, selon l'agence onusienne. En effet, il renforcera les capacités des agences météorologiques à fournir des prévisions rapides et précises, ce qui permettra aux communautés et aux gouvernements de mieux répondre à ces chocs. «Les extrêmes climatiques de plus en plus fréquents et intenses, tels que les sécheresses et les inondations, sont des facteurs aggravants existants de la faim tout comme les conflits, les déplacements de population et l'instabilité économique», a expliqué Rukia Yacoub, directrice régionale adjointe du PAM pour l'Afrique de l'Est, dans un communiqué publié dans la capitale kényane Nairobi.

«Avec les pertes de bétail et de récolte, les moyens de subsistance disparaissent et la faim s'aggrave», peut-on lire dans le communiqué. «Les actions anticipées sauvent des vies, renforcent la résilience des populations face aux crises futures et allègent la tension exercée sur les ressources humanitaires limitées».

Le projet sera mis en œuvre par le PAM, l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), la Fédération internationale des Sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge (FICR), le Centre de prévision et d'application climatiques de l'Autorité intergouvernementale pour le développement (IGAD) et le Conseil danois pour les réfugiés, selon le communiqué.

Xinhua

APPEL À CANDIDATURES

L'IEAC encourage les projets des artistes

L'Institut européen des arts céramiques (IEAC) met à la disposition d'artiste ou artisan d'art résidant en France ou à l'étranger, une résidence de trois mois à compter d'avril, pour lui permettre d'exécuter son travail. Le candidat ou la candidate doit être engagé dans une démarche professionnelle de création et doit avoir des connaissances du matériau et des techniques de mise en œuvre suffisantes pour évaluer, organiser et réaliser son projet en toute liberté.

Durant douze semaines de résidence, l'artiste bénéficiera de la mise à disposition d'un logement meublé, charges et assurance comprises, une aide forfaitaire de 2500 euros lui sera octroyée pour l'ensemble de la résidence, celle-ci sera considérée comme un soutien au travail personnel de l'artiste. Aussi, un atelier de travail de 23 m² sera mis à sa disposition pour mener ses recherches. Un accompagnement technique lui sera accordé via des céramistes, formateurs spécialisés, d'un matériel et d'outils adaptés à la pratique.

Le dossier doit avoir : un curriculum vitae à jour où figurent les coordonnées et liens internet (site, blog, Instagram ...), un portfolio, format PDF

(10Mo max) comprenant un texte présentant la démarche de création, 5 à 10 visuels d'œuvres légendées, une note d'intention décrivant le projet, son rapport au matériau céramique, les recherches que le créateur souhaite entreprendre pendant le temps de la résidence, l'identification des matières premières nécessaires et leurs quantités, une note d'intention sur le projet de restitution envisagé, une copie de l'attestation d'affiliation à la maison des artistes-sécurité sociale, AGESSA ou URSSAF, ou tout autre document prouvant le statut professionnel y compris pour les artistes étrangers, l'attestation de dispense de précompte pour les revenus artistiques, numéro de sécuri-

té sociale, un avis de situation au répertoire Siren (en ligne : <https://avis-situation-sirene.insee.fr/>) sur lequel figure votre numéro de SIRET et votre code APE, une attestation d'assurance responsabilité civile.

Le dossier de candidature doit être envoyé avant le 2 mars 2025 par mail, au format PDF (un seul fichier) à l'adresse suivante : contact@ieac.fr. Objet du mail : nom prénom - Candidature résidence IEAC 2025

Le jury tiendra compte de la qualité générale de la démarche artistique et de la façon dont le projet s'articule au contexte et à l'environnement de l'IEAC puis aux connaissances techniques de l'artiste.

Rosalie Tsiankolela Bindika

GUINÉE

1,5 million de dollars de la Fifa pour construire trois stades à gazon synthétique

La Fédération internationale de football association (Fifa) a octroyé un financement de 1,5 million de dollars pour la construction de trois stades régionaux à gazon synthétique, a annoncé lundi le secrétaire général de la Fédération guinéenne de football (Feguifoot), Ibrahima Blasco Barry.

La cérémonie de lancement des travaux de construction du premier stade a eu lieu dans la région de Mamou (centre-sud) en présence du représentant de la FIFA, Macky Diop, et des responsables de la Feguifoot.

Conformément aux exigences de la FIFA, le délai de réalisation du stade synthétique de Mamou est de dix mois.

«Mamou est une ville dynamique, passionnée de football et qui n'a malheureusement jamais bénéficié d'un stade synthétique malgré le potentiel d'une jeunesse talentueuse», a dit M. Barry.

Les stades de proximité visent à doter les jeunes des régions de l'intérieur du pays d'infrastructures sportives.

Au nom de la Feguifoot, M. Barry a remercié la FIFA pour son financement en faveur du développement du football guinéen à l'intérieur du pays.

Pour sa part, M. Diop a salué la mise à disposition par les autorités guinéennes d'un site pour abriter un stade moderne et conforme aux normes de la FIFA.

«La Fédération guinéenne de football doit construire d'autres stades, d'autres infrastructures sportives afin d'accompagner le développement du football en Guinée», a-t-il indiqué.

Xinhua

NÉCROLOGIE



Douniama Parfait Wilfried, journaliste aux Dépêches de Brazzaville, le sergent des Forces armées congolaises, Douniama Ondele Jocelyn, Blaise Douniama «Moubiala» ont la profonde douleur d'informer les parents, amis et connaissances, du décès le 5 février 2025 de leur frère aîné, Douniama Tsiba Marcel «Bourgeois».

Le corps sans vie se trouvant à la morgue d'Oyo, la date de l'inhumation sera communiqué ultérieurement.

CHANGEMENT DE NOM

On m'appelle Sieli Van Ibrahim.

Je souhaiterai être désormais appelé Lékélé Van Ibrahim.

Toute personne justifiant d'un intérêt légitime peut s'opposer dans un délai de trois (03) mois.

On m'appelle Loulengo Ossette Melia Cléauna Edith.

Je souhaiterai être désormais appelé Dirath Ossette Melia Cléauna Edith.

Toute personne justifiant d'un intérêt légitime peut s'opposer dans un délai de trois (03) mois.

UNE ADRESSE E-MAIL
POUR NOUS ENVOYER VOS ANNONCES
PLUS RAPIDEMENT

regie@lesdepechesdebrazzavilles.fr

LES DÉPÊCHES
DE BRAZZAVILLE



LIBRAIRIE LES MANGUIERS

LIBRAIRIE LES MANGUIERS

Un Espace de Vente

Une sélection unique de la
LITTÉRATURE CLASSIQUE

(africaine, française et italienne)

Essais, Romans, Bandes dessinées,
Philosophie, etc.



Un Espace culturel pour vos Manifestations

Présentation des ouvrages, Conférences-débats, Dédicaces
Emissions Télévisées, Ateliers de lecture et d'écriture.



Brazzaville : 84 bd Denis Sassou N'Guesso
immeuble les Manguiers (Mpila), Brazzaville
République du Congo

Horaires d'ouverture:

Du lundi au vendredi (9h-17h)
Samedi (9h-13h)



ARTS MARTIAUX

Le bureau exécutif de la Fécoclose-Da en ordre de bataille

Après leur élection, le 25 janvier dernier au terme de l'assemblée générale de la Fédération congolaise de close combat et disciplines associées (Fécoclose-Da), les membres du nouveau bureau exécutif ont officiellement pris leurs fonctions, le 9 février, lors de la réunion inaugurale de cette structure.

Le président fédéral, Sylvain Mampouya, a profité de cette occasion pour présenter sa stratégie et sa politique de développement sportif. Il a, par la même occasion, détaillé quelques orientations concernant le bon fonctionnement de la fédération. Il a également rappelé à l'ordre certains acteurs de ce sport qui peinent à s'adapter à la nouvelle dynamique.

Selon Sylvain Mampouya, chaque acteur doit travail-



Les membres du bureau exécutif/Adiac

...Chaque acteur doit travailler pour le développement et la vulgarisation du close combat. ...Les membres du bureau doivent poursuivre leur engagement afin de réaliser le programme d'activités annuel et répondre aux orientations de la tutelle.

ler pour le développement et la vulgarisation du close combat. Il a, en outre, invité les membres du bureau à poursuivre leur engagement afin de réaliser le programme d'activités annuel et répondre aux

orientations de la tutelle. Dans les prochains jours, le bureau exécutif de la Fécoclose-Da initiera certains projets dont la mise et le renouvellement des ligues départementales.

Rude Ngoma



**LIBRAIRIE
LÈS MANGUIERS**

EN VENTE

ÉMILE GANKAMA

*À la vie
bel hommage*

Les Lettres Plurielles

Juste Désiré MONDELE

**Vers l'effectivité
de la décentralisation
et du développement local
en République du Congo**

*Discours et activités menées
(2022-2023)*

Préface de Florent TSIBA

LE HARMATTAN

Émile Gankama

**La Cité
d'attache du
vieux port**

Roman

JAMA

LE HARMATTAN

Armand Claude ABANDA

Fils de Prélat

Roman

EDITIONS
CE

Yvon-Pierre NDONGO-IBARA

**L'art oratoire
chez les Ambosí**

Collection congolaise et
internationale Africana

Préface de
Pr Théophile OUBENGA

Hérisonne Payima Lombobo

**Les organisations
internationales de
l'Afrique centrale**

Recueil de textes

Préface du Professeur Alassane SALL

**Sarah,
ma belle-cousine**

Henri Djombo

YEWISH

**L'improbable
destin de
Lundala**

Esclavage et héroïsme
sous la protection
de Kimpa Vita

LEANDRE MODILO

Raoul Maisent OMINGA

**La transition énergétique
en République du Congo :**
Problèmes et perspectives

Guy MENGA

**La marmite
le Koka-Mbala**

Grand prix du concours interafricain 1967

livre de
L'oracle

Théâtre

EDITIONS

OECUMÉNISME

Les chrétiens appelés à vivre dans la paix, l'unité et l'amour

Le Conseil œcuménique des églises chrétiennes du Congo a clôturé, le week-end dernier, sa semaine de prière universelle pour l'unité des chrétiens. Dans son message, l'organisation œcuménique a exhorté les chrétiens à vivre dans la paix, l'unité et à manifester l'amour entre eux.

Le culte de clôture de la semaine de prière universelle pour l'unité des chrétiens a été célébré cette année sur le thème « Crois-tu cela ? », extrait de l'évangile de Jean, chapitre 11, les versets 17 à 27. Il a réuni les chrétiens, adeptes des églises catholique, protestante, salutiste et orthodoxe, et a été une occasion pour l'œcuménisme de réfléchir sur la foi des chrétiens, en se fondant sur celle de Marthe qui crut à la résurrection de Lazare.

Dans son homélie du jour, le père Jacob Miayokela Tsoumou, prêtre orthodoxe, a invité les chrétiens à expérimenter et pratiquer la foi, un acte fondamental dans la croyance en Dieu. « La foi en Christ place l'homme au centre de l'histoire. Tout le bien qui est fait à l'homme, c'est à Jésus-Christ qu'il est fait. Le Seigneur Jésus l'avait clairement dit : chaque fois que vous l'avez fait à l'un de ces plus



Les responsables œcuméniques lors de la prière DR

petits de mes frères, c'est à moi que vous l'avez fait. Notre foi est en Dieu car c'est lui qui est père, fils et esprit saint », a-t-il souligné.

Pour sa part, le président en exercice du Conseil œcumé-

nique des églises chrétiennes du Congo, Jean Laurence Clénat, a relevé l'importance de la foi pour les chrétiens. « La foi interroge notre compassion, la compassion n'est pas un sentiment pu-

rement matériel, la vraie compassion c'est prendre sur nous la souffrance de l'autre. La compassion est la confiance dans l'amour providentiel du père et signifie partage courageux. La

foi nous fait vivre dans l'espérance », a-t-il indiqué. Ainsi, pour matérialiser cette foi, il a exhorté les chrétiens à vivre dans la paix, l'unité et la justice.

Firmin Oyé

PHOTOGRAPHIE

Baudoin Mouanda en résidence au Bénin

Photographe congolais, Baudoin Mouanda fait partie des dix-huit artistes lauréats du programme de résidences artistiques « Inspiration Bénin » initié par l'Institut français de ce pays.

« Lancé le 28 juin 2024, l'appel à candidatures a suscité un vif intérêt dans la communauté artistique francophone avec plus de 200 candidatures reçues. Parmi celles-ci, dix-huit lauréats de huit nationalités ont été retenus dans les disciplines des arts visuels et des nouvelles écritures scéniques. L'accueil des résidents se fait du 1er novembre 2024 au 30 avril 2025, pour des séjours d'une durée variable organisés en collaboration étroite avec des partenaires locaux béninois », a indiqué l'Institut français du Bénin.

Les résidences « Inspiration Bénin » visent à encourager les échanges interculturels et à favoriser l'émergence de projets originaux qui résonnent avec l'histoire, les savoir-faire, le patrimoine culturel et les scènes créatives contemporaines du Bénin. En effet, ce projet conçu pour renforcer les liens entre les scènes créatives locales et internationales souhaite offrir aux artistes francophones une immersion au Bénin afin de valoriser le patrimoine et d'explorer de nouveaux horizons culturels.

Pour sa part, le photographe congolais, Baudoin Mouanda, travaille sur son projet « Sueur du robinet » en étroite collaboration avec la Fondation Zinsou basée à Cotonou. Ce projet photographique débuté au Congo et qui se poursuit au Bénin est né des pénuries d'eau

que connaît ces dernières années l'Afrique. Il se consolide d'après des faits réels afin de faire prendre conscience et de sensibiliser les populations au regard de l'impact dont est exposée l'humanité à travers les femmes, les enfants, à des risques physiques et psychologiques à porter des charges lourdes sur de longues distances. Pour l'artiste, cette situation est paradoxale car le continent africain ne manque pas véritablement de ressources hydriques mais présente plutôt des situations contrastées. A l'exception des zones arides et semi arides, l'Afrique est très riche en eau.

Partout dans le monde, l'accès à l'eau est essentiel dans la mesure où cela permet d'atteindre plusieurs objectifs comme l'amélioration de l'hygiène, la santé de la population, etc. D'après certains scientifiques, la pénurie d'eau en Afrique devrait atteindre des niveaux dangereusement élevés à partir de cette année 2025, date à laquelle on estime qu'environ les deux tiers de la population mondiale pourraient souffrir d'une pénurie d'eau. « Selon l'Organisation mondiale de la santé, 80% des maladies sont d'origine hydrique. Des enfants de moins de cinq ans meurent de diarrhée en Afrique. Je me suis engagé dans cette aventure afin d'attirer l'attention de la population à l'accès à l'eau potable de qualité et en quantité suffisante. Ce, en vue



Baudoin Mouanda lors d'un atelier avec les petits pinceaux au musée de Ouidah DR

de freiner l'une des principales contraintes au développement », a indiqué Baudoin Mouanda.

Pour le photographe congolais, l'accès à l'eau est essentiel dans la mesure où cela permet d'atteindre

plusieurs objectifs comme l'amélioration de l'hygiène et la santé de la population, etc. « En zone rurale, la population s'approvisionne en eau à partir des cours d'eau, des eaux de pluies collectées dans les fûts, des puits traditionnels et des sources. Cette situation a quelquefois favorisé la propagation des épidémies telles que le choléra et d'autres maladies liées à la consommation d'une eau impropre. La sueur du robinet rappelle à tout un chacun que le monde a besoin d'eau et il n'existe guère d'activité économique qui n'en dépende », a-t-il ajouté.

En séjour depuis fin janvier au Bénin, Baudoin Mouanda est à pied d'œuvre pour capturer des instants qui cadrent avec le projet tout en écoutant des récits et en observant des faits qui contribueront à sa meilleure finalisation. En parallèle, il entend partager son expérience en photographie avec des jeunes béninois à travers des ateliers photographiques interactifs. Le premier était avec les petits pinceaux au Musée de Ouidah. Le prochain sera avec des plus âgés à Contopary art studio à Agassa Godomey. Après le Bénin, l'artiste entend se rendre en République démocratique du Congo, toujours dans le cadre de ses recherches photographiques en lien avec « La sueur du robinet ».

Merveille Jessica Atipo